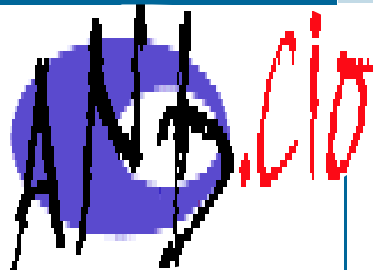




La lettre des directeurs de CIO



Édito

SOMMAIRE

Édito p 1

Compte-rendu de l'AG p 3

Intervention de Denis Petruzzella à la table ronde p 5

Le conseil technique aux établissements p 7

Vécu et impressions du Colloque p 6

L

journée de réflexion-débat du 22 octobre 2005 a tenu toutes ses promesses. Dans un climat studieux et sympathique, les participants ont assisté aux différentes interventions, débattu avec les intervenants et se sont finalement séparés après une assemblée générale qui a duré près de 3 heures ! Tous les présents ont exprimé le souhait de voir cette formule reconduite l'an prochain. Avis aux volontaires, quelle association académique voudrait bien accueillir notre future journée de réflexion 2006 ?

Le dimanche, la poignée de courageuses et courageux qui, bravant un ciel menaçant s'est risquée dans la randonnée cézannienne, a été récompensée : les cieux furent finalement cléments et l'ascension de la montagne Sainte-Victoire un pur bonheur.

Dans le même temps, des

annonces ministérielles quelque peu énigmatiques n'ont eu de cesse de nous interroger et, concédons le, de nous préoccuper : quel projet sous tend l'annonce d'un grand service public d'information, d'orientation, d'insertion ? Quel lien entre ce « grand service » et « le schéma national d'orientation et d'insertion professionnelle » demandé par le Premier Ministre ? Quels rôles respectifs pour le Ministère de l'Éducation Nationale et le Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales sur ces projets ? En quoi les services d'orientation du ministère de Ministère de l'Éducation Nationale sont-ils concernés ? Ces questions demeurent à ce jour sans réponse et nous avons donc demandé une audience au Ministre pour tenter d'y voir plus clair.

Dans ce contexte pas très enthousiasmant, un petit éclair de satisfaction : le Ministère a enfin donné suite à notre demande de faciliter l'attribution de régies d'avances et de recettes aux CIO. Une circulaire, incitant les recteurs à en doter les centres est parue fin octobre. Cette mesure, pas vraiment révolutionnaire, constitue pourtant un premier signe positif à l'égard de l'avenir de nos services, aussi nous ne boudons pas

notre plaisir. Nous pensons toutefois que l'attribution de régies ne doit pas dispenser nos autorités d'assumer pleinement leurs responsabilités en matière de budgets de fonctionnement, d'investissement des CIO et de frais de déplacement, ce qui n'est pas vraiment le cas pour cet exercice, avec des régulations qui peuvent atteindre 30 % des budgets prévisionnels !

Cette circulaire aura constitué l'un des derniers dossiers instruit par le chargé de la mission orientation à la DESCO, René Pierre Halter, que nous remercions publiquement pour la qualité du travail qu'il a accompli ces dernières années à ce poste, dans une période très difficile pour nos services.

Enfin, ces derniers jours ont été incontestablement marqués par la publication du rapport conjoint de l'IG et de l'IGAENR sur le fonctionnement des services d'orientation.

Avant même sa parution, ce rapport a suscité de nombreuses réactions, chez nos collègues, et plus récemment dans un certain nombre d'organes de presse. Nous avons bénéficié, lors de notre journée de réflexion, d'une présentation du contexte de cette étude par Robert Denquin qui en a été l'un des animateurs.

Directeur de la Publication
Denis PETRUZZELLA
Rédacteur en Chef
Patrick DEPERRAZ
patrick.deperraz@ac-grenoble.fr
Comité de Rédaction
Conseil d'Administration
de l'ANDCIO

**L'ANDCIO une
association pour tous les
Directeurs et Directrices**

Visitez son site internet
[http://perso.wanadoo.fr/
adcio](http://perso.wanadoo.fr/adcio)

Sans doute cette introduction nous a-t-elle permis d'aborder la lecture de ce rapport avec une certaine sérénité.

Nous prenons acte de l'intention affirmée par les Inspecteurs Généraux : « le système actuel a besoin de réformes, c'est évident. Mais il est fondé sur un principe qui reste profondément valable, à savoir **qu'un service public de l'orientation**, certes rénové, plus ouvert sur ses usagers et sur ses partenaires et mieux adapté aux mutations économiques et aux effets de la décentralisation, **doit demeurer une composante essentielle du Ministère de l'Éducation Nationale** »

Fidèles à notre méthode, nous nous abstiendrons de réagir dans l'immédiat et prendrons le temps d'étudier en détail ce rapport, les propositions qu'il préconise, en les confrontant à nos propres propositions (synthèse des positions de l'ANDCIO dans la lettre N°14 de septembre 2004, consultable sur le site Internet de l'association), en échangeant nos points de vue. Un prochain conseil d'administration se réunira le 19 décembre sur ce thème. Une lettre spéciale paraîtra dans le courant du mois de janvier, et rendra compte de nos analyses. En attendant, nous sollicitons l'en-

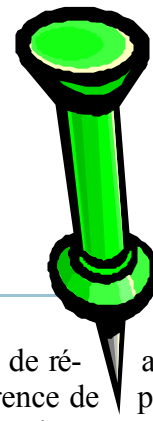
semble des associations académiques ainsi que nos adhérents « isolés » afin qu'ils nous adressent leurs réflexions, leurs réactions, à l'adresse mél suivante : denis.petruzzella@nerim.fr

Si les contributions sont nombreuses, nous les mettrons en ligne sur le site de l'association. Une fois de plus nous appelons nos adhérentes, nos adhérents à devenir de véritables acteurs de la vie de l'association, à ne pas se comporter en simples consommateurs de textes ou de propositions. En ces moments sans doute capitaux pour l'avenir de nos CIO, de nos services, nous vous demandons de participer à ces analyses, à ces propositions, de vous les approprier, de les faire évoluer...

Il est inutile de préciser que cette année, plus que jamais, il est essentiel de souscrire ou de renouveler votre adhésion, afin de nous donner les moyens de peser sur les projets, les réformes qui vont très probablement nous concerner. C'est sans désespoir, ni pessimisme excessif, mais avec énormément de vigilance que nous abordons cette période mouvementée. Et avec votre aide, nous espérons contribuer à éclairer les débats, en continuant à proposer une

vision originale, celle des directrices et directeurs de CIO, ouverte, pragmatique, mais sans concession sur les valeurs de service public, d'humanisme, avec toujours la même volonté de promouvoir de réelles améliorations des services d'orientation du Ministère de l'Éducation Nationale.

Denis Petruzzella

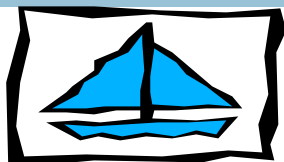


Post-scriptum : Pour des raisons bien compréhensibles de délais de réalisation de « la lettre », le présent éditorial a été écrit bien avant la conférence de presse du Premier Ministre du 1^{er} décembre. Après lecture du contenu de cette intervention, notre perplexité, nos inquiétudes sur l'architecture du futur « service public d'orientation » ne font que s'accroître : nous pensions, quelque peu naïvement sans doute, que ce service public existait déjà au sein du Ministère de l'Éducation Nationale depuis 1959, au minimum. Face aux questions que posent les annonces faites par Monsieur De Villepin, l'intérêt général commande que soit organisée, de toute urgence une véritable concertation avec l'ensemble des acteurs.

En tout état de cause, à l'ANDCIO, nous n'accepterons jamais que soient passés par « pertes et profits » les services d'orientation de l'Éducation Nationale.



L



'A.G. s'est tenue à la Cité des Métiers à Marseille à la suite du colloque organisé par l'ANDCIO sur les constats et les perspectives pour le service public d'information et d'orientation de l'EN.

Présents : 22 adhérents, 7 membres du CA.

Nombre de pouvoirs : 53

Ordre du jour:

- 1 Rapport financier
- 2 Rapport d'activité
- 3 Expression des adhérents
- 4 Perspectives



1 LE RAPPORT FINANCIER est présenté par le trésorier, Adrien BERNARD, et porte sur la période allant du 1/10/2004 au 30/09/2005.

Le nombre d'adhérents a légèrement diminué cette année et retrouve son niveau de 2000, après avoir atteint un point haut en 2002/2003 : les craintes liées au projet de décentralisation avaient alors incité de nombreux collègues à nous rejoindre. Le *statu quo* observé depuis bientôt trois années et le dénigrement dont l'association fait régulièrement l'objet ont enclenché le mouvement inverse. Par ailleurs, adhérer simultanément à un syndicat et à l'ANDCIO pose parfois problème à certains de nos collègues. Pour l'association, il est important de garder des liens avec les syndicats même si cela peut s'avérer difficile.

Les comptes, arrêtés au 30 septembre, laissent apparaître un excédent correspondant approximativement au coût de l'assemblée générale qui, cette année, se tient en dehors de l'exercice budgétaire (en 2005 le 22 octobre, les autres années en septembre).

Les dépenses évoluent comme suit :

- ✍ FD du CA : - 422,75 € (Depuis avril 2005, le CA ne compte plus que 7 membres au lieu de 9, ce qui a eu une incidence pour 2 CA sur 4)
- ✍ FD audiences : + 857,38 €
- ✍ FD concertation : - 562,25 €
- ✍ Autres frais : + 32,72 €
- ✍ Frais de correspondance : + 50,87 €

La question de la pertinence de l'adhésion à Éducation et Devenir est posée. Il est souligné l'intérêt de ce type de rapprochement permettant à des personnels de catégories différentes d'échanger et de travailler en partenariat; le coût est de 60 € pour l'année.

La tenue du colloque a un coût estimé entre 1500 à 2000 euros avec 40 participants payants, dont les 20 euros d'inscription seront retirés de leur cotisation annuelle.

Les 2 commissaires au compte, Madame MONSANSO et Monsieur DUCROCQ, ont donné leur quitus et le vote du bilan financier a pour résultat:

Contre : 0

Abstention : 0

Pour : 82

Propositions:

1 augmentation de l'indemnisation du kilomètre: passage de 0,20 à 0,25 centimes; cette proposition est adoptée à l'unanimité (82 pour),

2 la cotisation:

- maintien de la cotisation à 45 euros (**Les actifs peuvent régler leur cotisation en deux fois.** Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement).

-nouveau: pour les retraités, cotisation à 20 euros afin de les inciter à participer aux réflexions de l'as-

sociation. Le vote sur les cotisations donne:

Contre: 5
Abstention: 15
Pour: 62

2 LES POINTS 2 ET 3 sont abordés simultanément. Denis PETRUZZELLA propose de réagir au rapport d'activités paru dans la Lettre des Directeurs n°19.

Sur le rapport concernant nos services : le groupe des 9 I.G. a proposé un statut spécifique pour les DCIO, équivalent aux personnels de direction. Mais M. DENQUIN a exprimé son inquiétude sur le devenir de ce rapport et de nos services.

Concernant le projet de décret sur l'orientation : peu de réactions, mais l'apport de l'ANDCIO est jugé intéressant. Toutefois, ce projet "amendé" ne sortira pas en l'état, une autre mouture est en cours.

Sur le rapport THARIN, certaines des critiques de l'ANDCIO sont jugées un peu trop "bienveillantes" (discussion sur certaines propositions du rapport estimées aberrantes). La rencontre de l'ANDCIO avec Mme THARIN (obtenue à notre demande) a suscité des réactions de la part de l'ACOPF et du SNES. Les membres du CA font part du déroulement de l'audience. Nous insistons sur la réalité de nos réactions à ce rapport (voir en particulier la réponse au journal « la gazette des communes... »)

La petite réaction d'humeur, dans l'éditorial de la dernière lettre des Directeurs, est évoquée. Est-il utile, nécessaire de se permettre ce type de mouvement d'humeur ? Il semble, après discussion, parfois légitime de réagir !

L'adhésion à un syndicat et en même temps à l'ANDCIO est discutée. L'intérêt d'être syndiqué en cette période est souligné par beaucoup de nos collègues .

Il est rappelé que l'ANDCIO ne veut en aucun cas se substituer aux syndicats, représentants des personnels auprès des instances paritaires, mais avoir un rôle de proposition et être un lieu de réflexion.

Sur la LOLF, des questions se posent sur le positionnement de nos services, des CIO dans sa mise en œuvre. Deux interventions de collègues apportent un témoignage:

à DIJON, il a été demandé de mettre 30 % des personnes de la DRONISEP sur la mission d'accompagnement avec une déclinaison en termes budgétaires.

à RENNES, académie expérimentale pour la LOLF, l'accueil du public au CIO n'a pas été retenu comme critère pour l'attribution de moyens budgétaires. Dans le cadre de la fongibilité asymétrique, le secrétaire général a proposé de supprimer un poste de conseiller pour augmenter le budget de frais de déplacement des CIO d'État !!! L'évaluation sera faite selon les projets et pourra avoir des conséquences sur les moyens financiers et humains.

Le rapport d'activités est soumis au vote: il est adopté à l'unanimité (moins 1 voix du fait du départ d'un adhérent à ce moment là).

3 PROSPECTIVES :

Les propositions suivantes ont été discutées et approuvées. (Il est à noter que la fin de l'AG s'est déroulée sur 2 lieux différents, la Cité des Métiers fermant à 19h, nous sommes allés au CIO ST Ferréol près du Vieux Port.)

Rester en contact avec les syndicats et se syndiquer si on le souhaite.

CONSENSUS SUR LA RECONDUCTION DE LA TENUE DE L'AG EN LIAISON AVEC UNE JOURNÉE DE RÉFLEXION ET D'ÉCHANGES.

RENCONTRE À PRÉVOIR AVEC LE CABINET DU MINISTÈRE DE L'EN.

ÊTRE PRÉSENT DANS LE GROUPE INTER-ORGANISATIONS SI CELUI-CI SE RÉUNIT DE NOUVEAU.

DEMANDER UNE VÉRITABLE FORMATION SUR LA LOLF.

L'AG s'est terminée vers 20h30 autour du verre de l'amitié offert par le CIO St Ferréol.

« QUELLES PERSPECTIVES POUR LE SERVICE PUBLIC D'INFORMATION ET D'ORIENTATION DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI D'ORIENTATION POUR L'ÉCOLE ? »

MARSEILLE CITE DES MÉTIERS
22 OCTOBRE 2005

N

ous tomberons sans doute d'accord sur un constat de crise pour ce qui concerne nos services.

La crise est souvent associée à l'angoisse, l'incertitude, la méfiance, la résistance, la défense, sentiments légitimes que nous partageons.

Elle est également porteuse d'espoir, de changements, d'adaptation, de progrès, de sauts qualitatifs comme l'ont mis en évidence les psychologues cognitivistes.

Pour répondre à la question posée par cette table ronde, nous disposons :

- de textes, qui déterminent notre histoire
- d'un contexte, que je ferai démarrer en 2003
- de propositions : celles de l'ANDCIO dont il convient de vérifier la pertinence.

I LES TEXTES ET L'HISTOIRE

J'évoquerai très superficiellement les textes fondateurs du début des années 70, 80. A leur relecture, ces textes n'apparaissent pas si étranges, leur contenu est loin d'être totalement obsolète. Mais l'environnement institutionnel a changé :

Première décentralisation (lois Deferre) a donné un souffle aux établissements scolaires, renforçant le statut du chef d'établissement, instituant le projet d'établissement, donnant plus d'autonomie à l'EPL. Les CIO ont été « oubliés » leur rôle n'est plus jamais abordé depuis.

Création des ZEP sans que les missions des services d'orientation et de leurs personnels n'en soient a priori affectées.

A la même époque, l'ordonnance du 26 mars 1982 institue les PAIO et Missions locales, première entorse au quasi monopole dont disposaient les CIO en matière d'information et d'orientation. Bien d'autres organismes se sont développés depuis.

La loi d'orientation sur l'Ecole de 1989 et ses décrets d'application, notamment celui du 14 juin 1990 relatif à l'orientation et l'affectation des élèves

Le CIO n'y est plus mentionné, le processus d'aide à l'orientation est recentré sur l'établissement scolaire. La fonction du CIO n'a pas été réactualisée.

Le développement des bassins d'Education et

de formation se réalise, offrant un terrain propice à l'activité des CIO, amenant progressivement les DCIO à faire évoluer leur rôle : de « conseiller chefs » ils deviennent de plus en plus représentants expert du CIO auprès des Chefs d'Etablissement, des partenaires divers.

L'absence de statut pour les DCIO, l'absence de statut pour les CIO, l'absence de pilotage ministériel deviennent de plus en plus handicapants : certains DCIO, par leur aura ou leur investissement personnel sont reconnus comme des pairs par les chefs d'établissements, d'autres continuent à se situer comme des conseillers d'orientation porteurs d'une mission particulière, un peu à la manière des directeurs d'écoles primaires.

le décret du 20.03.1991 portant statut des directeurs de CIO et COP

On notera simplement que ce texte important pour le statut des personnels n'amène aucune évolution du statut des directeurs de CIO, ni n'est suivi d'aucun texte re-précisant le statut des CIO, leurs missions. C'est cet événement qui fondera l'ANDCIO telle qu'elle existe aujourd'hui : face à cette évolution qui leur paraît injuste, insuffisante, inachevée, un nombre important de directeurs de CIO vont se mettre à réfléchir ensemble et faire des propositions qui iront bien au delà de la question de leur statut

L'accumulation, l'empilement d'actions qui nous concernent et qui se font jour au fil des évolutions des innovations, des modes, et que l'on appelle souvent, de manière inappropriée des priorités.

Il est évident que l'absence de missions réactualisées, l'absence de réflexion aboutie sur l'utilité de ce service public d'information et d'orientation ne contribuent ni à renforcer sa lisibilité, ni à permettre un recrutement, une formation, une évaluation sérieuse des personnels des services d'orientation

Je terminerai ce bref survol par la constatation qu'aucun véritable investissement, en terme de moyens humains et si peu en matériels n'a été réellement conduit depuis 1985, alors même que l'ensemble des autres corps dans le système éducatif a bénéficié d'apports substantiels. Pis, depuis l'année passée nous sommes parmi ceux qui voient, en pourcentage le plus diminuer leurs recrutements, lesquels étaient déjà insuffisants pour assurer le simple renouvellement des personnels.

II LE CONTEXTE

Je ne m'attarderai pas, outre mesure, sur le projet de décentralisation des CIO et des person-

nels de février 2003. Il apparaît comme un moyen, pour un ministère sans doute bien embarrassé de ces services dont il ne sait littéralement que faire, de joindre en quelque sorte l'utile, quelques modiques économies apportées au budget de l'Etat, à l'agréable : se débarrasser de ces personnels souvent assimilés à des « électrons libres » posant des problèmes bien compliqués, pour une importance numérique négligeable dans un ministère qui emploie plus d'un million de fonctionnaires. A la suite du mouvement du printemps 2003, ce projet a été abandonné, alors que la compétence en matière d'information professionnelle est donnée aux régions. Certains peuvent émettre des regrets par rapport à ce maintien au sein de l'Education Nationale, considérant que nous aurions peut-être été mieux traités par les collectivités territoriales. Ce n'est pas mon cas, ni celui de la majorité du CA de l'ANDCIO pour qui l'appartenance à l'Ecole, l'ancrage dans l'Ecole constituent une condition nécessaire d'existence d'un service public d'information et d'orientation.

Je ne m'attarderai pas non plus sur les différents éléments de contexte évoqués dans l'éditorial de la dernière lettre des directeurs de CIO (L19) :

L'imminente et probable parution d'un décret sur l'orientation et l'affectation des élèves

Le rapport de Mme Tharin, auquel il convient d'ajouter l'enquête d'opinion diffusée par l'organisme ADDITIV.

Le rapport d'inspection générale qui a été remis au ministre, sur le fonctionnement des services d'orientation,

La mise en œuvre de la LOLF

J'y ajouterai, pour faire bonne mesure, l'intervention du premier ministre évoquant un grand service public d'information, d'orientation, d'insertion.

Plus que jamais, l'avenir semble incertain, même si le statu quo ne semble pas viable à court et moyen terme, compte tenu de la diminution drastique de nos moyens humains, déjà évoquée, et matériels. Certains CIO sont déjà en situation potentielle de cessation de paiement, sans même évoquer la question des

frais de déplacement... Pour autant, nous continuons à croire qu'il existe une probabilité raisonnable de voir perdurer, se consolider, s'affirmer ce service public dont j'affirme qu'il constitue la garantie irremplaçable à l'exercice du droit au conseil en orientation, à l'accès à une information la plus neutre, la plus objective possible pour les élèves et l'ensemble des usagers.

III DES PROPOSITIONS

A partir de tous ces éléments et de la conviction qu'il est possible d'améliorer ce service public sans le dénaturer, sans l'externaliser, sans le mutiler je rappelle les principales propositions de l'ANDCIO

Un renforcement du statut des CIO, des CIO repensés quant à leur organisation, leur territorialité, leur fonction au sein du BAF, dotés d'une instance participative, le conseil de centre, d'une certaine autonomie financière, ancrés dans l'Ecole et ouverts au monde extérieur, collectivités territoriales (financement), monde économique.

Un statut spécifique pour les directeurs de CIO Il ne s'agit ni d'une revendication essentiellement corporatiste, ni d'un besoin de pouvoir, ni d'une quête narcissique de reconnaissance mais bel et bien d'un outil au service de l'efficacité de leur action, un élément de justice (mieux rémunérer une activité spécifique) ouvrant également la possibilité d'un traitement plus équitable des COP. (accès à la hors classe de leur grade)

Des missions réactualisées déclinées selon le principe de subsidiarité. Pour qu'un professionnalisme soit reconnu, évalué, apprécié, il faut qu'il soit défini. On peut pas affirmer sa volonté de travailler au sein de l'Ecole tout en refusant toute forme de directive, de mission, de contrôle qui n'aille pas dans le sens des désirs des professionnels de terrain. Il nous faut reconnaître une autre légitimité que la légitimité endogène faute de quoi nous ne serons ni soutenus ni appréciés par les pouvoirs centraux, ni non plus par nos partenaires et nos usagers.



Le 31 décembre 1982, le ministre de l'éducation nationale de l'époque présentait aux chefs d'établissement, les objectifs de la future loi de décentralisation les concernant et déclarait « l'autonomie implique une réflexion sur les objectifs d'enseignement et d'éducation de l'établissement et sur la gestion de ses moyens, dans le cadre des objectifs nationaux et des règles nationales du service public d'éducation. Il n'y aura pas de responsabilité sans référence à des objectifs généraux ou qui concernent le cheminement des élèves (diminution du taux d'abandon, de redoublement, passage dans d'autres cycles, insertion professionnelle) ... ». Les établissements vont entrer avec l'adoption de la loi de décentralisation dans un fonctionnement nouveau où les projets, en particulier le projet d'établissement, devraient mettre en cohérence les objectifs et les moyens.

Une nouvelle forme de pilotage par les objectifs avec la nécessité d'établir un diagnostic va bientôt s'imposer : les indicateurs liés à l'orientation et à l'insertion vont rapidement apparaître comme incontournables quand il s'agira de mieux comprendre comment fonctionne un établissement scolaire.

Il est par ailleurs indiqué que la réussite de la politique des bassins ... nécessite l'implication de tous les acteurs du système éducatif. Il n'est pas inutile de rappeler l'attachement de l'Association nationale des directeurs de CIO au développement des politiques de bassin au sein duquel le CIO peut et doit avoir un rôle éminent à jouer. La formation des COP et la culture des CIO portent ces derniers à être naturellement considérés comme personnes et centres ressources concernant le fonction-

nement du système éducatif. Le CIO est positionné sur un territoire constituant le district scolaire ... celui-ci correspondant à un bassin ou à un sous ensemble du bassin dans la plupart des cas.

Cette logique territoriale et les compétences des personnels du CIO porte naturellement celles-ci vers une fonction de conseil technique auprès des chefs d'établissement du bassin conjointement. La notion de conseil technique apparaît déjà dans plusieurs circulaires relatives aux missions des COP.

Le conseil technique peut être :

- d'ordre psychopédagogique en direction des enseignants comme décrit dans la circulaire du 13 décembre 1970 « A partir de ses connaissances techniques et de son expérience des problèmes scolaires, le COP peut participer à l'interprétation des renseignements contenus dans le dossier individuel de l'élève et jouera un rôle de conseiller de l'équipe éducative ».
- dans le domaine de l'information comme décrit dans la circulaire du 8 juin 1971 « En tant que spécialiste de l'information, le conseiller d'orientation aura à jouer auprès des autres membres de l'équipe un rôle de conseiller technique »
- en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre du programme d'information et d'orientation de l'établissement, partie intégrante du projet d'établissement.

A partir de la loi d'orientation de 1989 et du décret du 14 juin 1990 portant sur l'orientation et l'affectation des élèves, l'orientation devient un champ partagé. Elle est conçue comme « un processus continu d'élaboration et de réalisation du projet personnel de formation et d'insertion sociale et professionnelle que l'élève de collège, puis de lycée, mène en fonction de ses aspirations et de ses capacités. Ce processus est conduit avec l'aide des personnels d'orientation ». Les conseillers d'orienta-

tion, dès lors amenés à apporter une « aide à la conduite de ce processus » vont être de plus en plus sollicités, en tant que spécialistes de l'information scolaire et professionnelle, de l'éducation à l'orientation, de l'évaluation des aptitudes et des motivations... afin d'aider, de conseiller, d'outiller, de former les nouveaux acteurs de ce processus d'orientation.

Le développement conjoint du travail en réseau, dans le cadre des bassins d'éducation et de formation, des projets d'établissements qui doivent comporter un volet orientation, déplace également la demande de conseil technique. Il est dès lors souvent fait appel aux compétences du directeur de CIO. Dans ce contexte, le conseil technique aux établissements est un des domaines d'activités des CIO les moins formalisés. Pourtant, les demandes aux différents niveaux, bassin, établissements, équipes (mise en évidence encore récemment dans le cadre de la mise en place de la découverte professionnelle) vont s'accroissant et risquent de provoquer un hiatus entre l'offre de service et les besoins de nos partenaires.

La qualification pour toute espèce de conseil technique se fonde, en général, sur un domaine d'expertise reconnu. Elle présuppose une connaissance des systèmes dans lesquels exercent les personnes à conseiller et de la dynamique de leur besoins, elle exige enfin un savoir-faire dans le domaine du conseil.

Avec la multiplication de leurs champs d'intervention, l'évolution de leur qualification et de leur formation, quels sont, précisément les domaines d'expertise reconnus aux personnels d'orientation, quels sont ceux qu'ils sont prêts à assumer ?

Ce conseil technique engage les CIO dans un partenariat de fait avec les demandeurs. Comment formaliser ces partenariats, les conditions précises de mise en œu-

vre des « conseils », les engagements et les responsabilités respectives des acteurs du partenariat qui engage le CIO, sa direction, le ou les COP, l'EPL, le chef d'établissement, l'enseignant, le partenaire institutionnel ? Quelles sont les finalités précises des demandes adressées aux CIO, jusqu'où ce conseil peut-il s'exercer ? La mise en place de la LOLF, la relance de

l'unité territoriale de bassin devenu incontournable comme vecteur des politiques académiques, place le CIO en première ligne afin d'instrumentaliser les réflexions et propositions dans les bassins, afin d'aider à la prise de décision.

Son apport en termes d'analyses et de diagnostic, sa capacité à mettre en relation des indicateurs concernant par exemple la relation

formation : emploi ... indispensable à l'évolution de la carte de formation doivent être activés et institutionnalisés. Le système éducatif à tout à y gagner.

DOMINIQUE LAGAUE
DIRECTEUR DU CIO D'ÉPINAL

LE COLLOQUE DU 22/10/2005 : VÉCU ET IMPRESSIONS

Appréhension, attente, stress : tel était mon état au début de cette journée ! Tout va-t-il bien se passer ? Les personnalités invitées seront-elles présentes ainsi que les participants inscrits ? ... Beaucoup d'émotion !

Première intervention par M. DE GAUDEMAR, ancien DESCO et actuel recteur de l'académie d'Aix-Marseille. Je ressens une certaine curiosité pour ses propos, du fait de son précédent poste au Ministère. Son intervention, longue et fouillée apporte des éléments intéressants. Voici quelques unes de ces réflexions :

- sortir de la crise par le haut, pour nos services,
- la question de l'orientation est d'actualité,
- faire le lien avec le plan de cohésion sociale,
- le CIO vu comme un "outil" intégré dans le BEF, avec des positionnements statutaires et administratifs clairs,
- les COPS, conseillers techniques auprès des établissements où leur présence est à intensifier et leur travail individuel auprès des élèves à réaffirmer,
- le besoin d'un pilotage à tous les niveaux.

Quelques échanges ont suivi avec la salle, pour préciser certaines notions ou sur d'autres rôles non évo-

qués (ex : accueil de tout public). Mais le temps imparti, trop court, n'a pas permis d'aller très loin.

Lors de la première table ronde, une attention soutenue, voire une tension "attentive" pour les propos de M. DENQUIN sur l'enquête réalisée sur les services d'information et d'orientation, sont perceptibles.

Partant d'une image plutôt négative, la commission a évolué vers un constat plus positif, malgré une certaine perplexité devant des situations jugées choquantes notamment au niveau matériel et financier et devant certaines dérives dans les pratiques.

Ce qui est réconfortant c'est l'appréciation très positive sur les personnels par rapport à leur implication, à leurs compétences, à leur sens du service public. Les constats exposés par M. DENQUIN ainsi que les analyses qui en sont tirées, incitent à se poser de nombreuses questions, à mener des réflexions en profondeur, à échanger.

L'intervention de M. MARGERIT, CSAIO de Grenoble, a permis de connaître la position de l'amicale des CSAIO sur les missions, la formation, le besoin de pilotage et d'évaluation, l'organisation et l'affirmation de l'ancrage des services dans l'Éducation Nationale.

Des échanges très brefs ont suivi, trop brefs du fait de la coupure pour déjeuner ; c'était assez frustrant !

Lors de la seconde table ronde, l'intervention de José Fouque, professeur de lycée et président d'Édu-

cation et Devenir, a permis d'avoir le point de vue d'un de nos partenaires ainsi que ses attentes (même si ce fut partiel et forcément partiel) ; d'où l'intérêt d'échanger et construire avec nos différents partenaires.

Un temps de discussions et de réactions plus conséquent a terminé ce colloque. Ces échanges se sont déroulés dans un climat d'écoute et de respect. Ils ont été axés sur des questionnements par rapport à notre avenir et au rôle de conseiller technique pour le DCIO et les COPS, en liaison avec tout ce qui a été annoncé et proposé ; axés aussi sur des expériences vécues dans d'autres académies (ex. : Bordeaux, Rennes, ...).

Les participants sont restés jusqu'au bout, à part ceux, peu nombreux, devant partir par obligations personnelles ; l'intérêt suscité par les interventions et les échanges a, me semble-t-il, été réel et intense. D'ailleurs des discussions se sont déroulées lors des différentes pauses entre intervenants et participants.

A la fin, j'avais plutôt envie de continuer que d'arrêter. Tant de choses étaient à exprimer ! Journée fatigante, mais stimulante et enrichissante, enfin axée sur des préoccupations concrètes et sur notre fonction de DCIO, face à des intervenants clairs dans leur exposé, prêts à écouter et échanger.

Et puis, pour certains, ce fut l'occasion de se retrouver ou de faire connaissance ! A renouveler !

DOMINIQUE BUREL
SECRÉTAIRE
DU CA DE L'AND-CIO

PRESENTATION DE L'AND-CIO

L'association a été fondée dans les années 70 sous la forme d'une amicale. Elle a été transformée ensuite en association des directeurs de CIO en 1985.

En 1991, les textes sur le statut de psychologue des COP, n'ont été accompagnés d'aucune révision du statut des directeurs de CIO, ni de réactualisation des missions (qui demeurent adossées à des textes dont le plus récents datent du début des années 80).

Ces « oublis », ainsi que la difficulté de faire reconnaître le professionnalisme de l'ensemble des personnels, faute d'investissement de l'institution ont provoqué un profond sentiment de malaise et d'injustice chez les directeurs et ont donné une nouvelle impulsion à l'association. Depuis le nombre d'adhérents s'est nettement accru et l'AND est maintenant un interlocuteur bien connu des différents partenaires et du Ministère.

L'AND c'est :

Une association avec un Conseil d'administration composé de 7 membres, qui se réunit au moins une fois par trimestre. L'Assemblée générale ordinaire se tient une fois par an et vote le rapport d'activités et le rapport financier. Moment privilégié de réflexions, d'échanges et de propositions, c'est aussi en A.G. que se définit la stratégie de l'association pour l'année à venir.

Au niveau académique :

Un correspondant académique (voir liste dans cette lettre) permet de faire le lien entre les membres du CA et les adhérents de l'académie. L'association permet de rompre l'isolement, de faciliter l'intégration des nouveaux, de créer des liens de solidarité entre directeurs, de partager des informations, d'élaborer des projets communs, d'échanger sur les pratiques, d'affronter ensemble les situations difficiles, d'obtenir des audiences auprès du CSAIO, du recteur, responsables divers afin de rechercher avec eux des améliorations à certains problèmes (exemple : conditions de fonctionnement et organisation des centres, formation continue des COP, etc.).

Au niveau national :

Ses activités sont nombreuses et variées :

Audiences et rencontres au sein du Ministère de l'Education Nationale mais aussi d'autres ministères y compris Premier Ministre, auprès de partenaires (exemple SNPDEN), d'usagers (FCPE, PEEP...), de députés, chargés de mission (Mme Tharin)... en fonction de l'actualité et de notre stratégie.

Dernières rencontres et audiences (2004/2005) : M. P. Gérard (DESCO), C. Thélot, un groupe d'IG et d'IGAEN dans le cadre de leur mission d'inspection sur le fonctionnement des services d'orientation, M. R.P. Halter à deux reprises, M. J.L. Nembrini (cabinet du ministre)

Participation au groupe inter organisations

Rencontre avec le SIEN-UNSA

Rencontre avec les nouveaux DCIO à l'ESEN

Réflexions théoriques et publications dans différents domaines : exemples : synthèse des positions de l'AND-CIO, référentiel du DCIO, l'AND-CIO et la loi d'orientation, les CIO et la fonction bilan de compétences, la notion de conseil technique...(tous ces textes sont consultables dans les différentes lettres des directeurs, sur le site Internet de l'association.)

Lettres de l'AND-CIO (environ 4 par an) diffusées à tous les DCIO, adhérents ou non.

Comptes-rendus des CA et des audiences diffusés aux seuls adhérents.

L'AND ce n'est pas :

L'AND n'est pas une alternative aux syndicats, partis politiques : nous encourageons depuis toujours nos adhérents à conserver leurs engagements

L'AND ne vise pas à se substituer à l'ACOP-F (qui est la seule association à compter des adhérents parmi les différentes fonctions et grades des services d'orientation)

L'AND n'est pas un groupe de pression au sens premier et anglo-saxon du terme, puisque la défense de l'intérêt général prime sur la défense d'intérêts particuliers.

Principes et valeurs :

L'AND affirme sa totale indépendance vis-à-vis des courants politiques et syndicaux

Elle recherche en permanence des convergences, des collaborations avec les autres organisations dans le champ de la profession et au-delà : développement des relations avec ACOP-F, SNES, SGEN, SIEN, ACSAIO, adhésion à «éducation et devenir». Recherches de textes ou d'actions communs (texte commun inter organisations de 2003)

Elle revendique un ancrage fort dans le Service Public de l'Education

Elle refuse tout manichéisme et respecte l'ensemble de ses partenaires, syndicaux, associatifs et institutionnels en insistant notamment sur la nécessité de préserver des relations courtoises et constructives avec l'Etat.

Conclusion :

Si l'utilité, l'intérêt et la reconnaissance de l'AND-CIO, association ouverte à toutes les directrices, à tous les directeurs, y compris aux collègues faisant fonction, sont désormais bien établis, nous pouvons encore améliorer notre représentativité.

Par ailleurs, l'activité de l'association est complètement dépendante des cotisations des adhérents : plus d'adhérents, c'est aussi un potentiel d'activité renforcée.

A une époque importante de notre histoire alors qu'un débat de fond s'engage, nous considérons qu'il est urgent de se rassembler et de se mobiliser pour construire l'avenir : c'est la raison pour laquelle nous vous engageons à préserver, investir et faire vivre l'AND-CIO afin que se transmette la culture de DCIO dont nous sommes une des composantes importantes.



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :

<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

BULLETIN D'ADHESION 2005 – 2006

(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO)

ACADEMIE :

NOM : M. Mme Melle ⁽¹⁾

Prénom :

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE - DRONISEP – SAIO – AUTRE (à préciser) ⁽¹⁾ :
VILLE :

Rubriques à renseigner en cas de 1^{ère} adhésion ou de modifications

Adresse :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(facultatif)*

Éventuellement, ancienne affectation (académie - ville) :

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à _____, le _____
Signature,

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

L'assemblée générale ordinaire du 22 octobre 2005 a fixé le montant de l'adhésion pour l'année scolaire 2005-2006 à **45 € pour les actifs** et à **20 € pour les retraités**.

Les actifs peuvent régler leur cotisation en deux fois.

Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer directement au trésorier accompagné de votre cotisation (ou à remettre au délégué académique : possibilité d'envoi groupé).

Votre carte d'adhérent vous parviendra soit directement, soit par l'intermédiaire de votre délégué académique.

N.B. Pour permettre à chaque adhérent de voter lors de l'Assemblée Générale (qui se déroule habituellement en septembre), la période d'adhésion s'étend du 01.10.2005 au 30.09.2006.

Les délégués académiques de l'ANDCIO pour l'année scolaire 2005 - 2006

ACAD	CIV.	Prénom	NOM	Affectation	Ville	TELEPHONE	MEL DCIO PROFESSIONNEL
AIX	M.	Jean-Marie	QUAIREL	C. I. O.	ARLES	04.90.96.13.62.	kjmquairel@wanadoo.fr
BES	M.	Jean	CUNY	C. I. O.	DOLE	03.84.82.01.26	cio.dole@ac-besancon.fr
BOR	M.	Alain	GANDECOURT	C. I. O.	LANGON Cedex	05.56.63.63.25	alain.gandecourt@ac-bordeaux.fr
CAE	M.	Dominique	HOUEL	C. I. O.	ARGENTAN Cedex	02.33.36.02.57	cio.argentan@ac-caen.fr
CLE	Mme	Michèle	ROUSSON	C. I. O. Centre	CLERMONT-FERRAND	04.73.17.04.10	Michele.Rousson@ac-clermont.fr
DIJ	Mme	Geneviève	CARDAMONE	DRONISEP	DIJON	03.80.50.97.57	gcardamone@onisep.fr
GRE	M.	Patrick	DEPERRAZ	C. I. O.	ANNECY Cedex	04.50.27.64.54	patrick.deperraz@ac-grenoble.fr
LIL	M.	Patrick	SCHOONHEERE	C. I. O.	MAUBEUGE Cedex	03.27.64.79.59	di.0590293y@ac-lille.fr
LIM	Mme	M. Dominique	CHANTRE	C. I. O. I	LIMOGES	05.55.01.34.09	marie-dominique.chantre@ac-limoges.fr
LYO	M.	Bernard	HANSBERGER	C. I. O. Rive Gauche	LYON	04.72.84.66.81	Bernard.Hansberger@ac-lyon.fr
MON	M.	Adrien	BERNARD	S.A.I.O.	MONTPELLIER Cedex 2	04.67.91.48.71	adrien.bernard@ac-montpellier.fr
NAM	M.	Zbyslaw	ADAMUS	C. I. O.	VERDUN Cedex	03.29.84.31.96	zbyslaw.adamus@ac-nancy-metz.fr
NAT	M.	Christian	BOUYER	RETRAITE	LA BAULE	02.40.11.93.47	ch.bouyer@wanadoo.fr
NAT	M.	Jean	PERLEMOINE	C. I. O.	LA FLECHE Cedex	02.43.94.06.71	jean.perlemoine@ac-nantes.fr
NIC	M.	Patrick	MAYER	C. I. O.	LA SEYNE SUR MER Cedex	04.94.10.87.86	cio.laseyne@ac-nice.fr
ORL	Mme	Gilberte	EGLY	C. I. O.	ORLEANS LA SOURCE	02.38.63.07.54	gilberte.egly@ac-orleans-tours.fr
POI	Mme	Marie-Jo	LAROZE	C. I. O.	ANGOULEME	05.45.38.30.11	marie-jo.laroze@ac-poitiers.fr
REI	Mme	Catherine	VILLEROUX	C. I. O.	CHARLEVILLE-MEZIERES	03.24.33.08.08	catherine.villeroux@ac-reims.fr
REN	Mme	Odile	CRESPIN	C. I. O.	HENNEBONT	02.97.36.58.00	odile.crespin@ac-rennes.fr
REU	M.	Claude	LIGNAC	S.A.I.O.	SAINT-DENIS CEDEX 9	02.62.48.14.69	claudie.lignac@ac-reunion.fr
STR	Mme	Claudine	LEONARD	C. I. O.	ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	03.88.67.08.39	claudine.leonard@ac-strasbourg.fr
TOU	Mme	Anne Marie	KAMMERER	C. I. O.	CASTELSARRASIN Cedex	05.63.32.35.22	cio.castelsarrasin@ac-toulouse.fr
VER	Mme	Sylvie	CHEULA	C. I. O.	MASSY	01.69.53.68.75	sylvie.cheula@ac-versailles.fr